la cgt

Info luttes

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

N°12

1er avril 2016

ENORME

45000 en Seine-Maritime

FACEBOOK :
A vous de jouer !
En cliquant ici vous vous rendrez sur notre nouvelle page.

Une seule issue : LE RETRAIT

Partout en France plusieurs rassemblements ont marqué cette journée du 31 mars. En Seine-Maritime, on compte 45 000 manifestants : Rouen 25000 ; le Havre 15000 ; Dieppe 3000 Fécamp 1000 ; Eu 800 ; Lillebonne 700

A l'image de la tour Eiffel fermée pour cause de grève, la mobilisation pour le retrait du projet de loi El Khomri et l'écriture d'un code du travail du 21ème siècle a été un véritable succès.

Au soir de ce 31 mars nous recensons près d'**1,2 million** manifestants dans 250 villes avec plusieurs milliers d'arrêts de travail. Cette mobilisation est à l'image des 70% de français qui veulent le retrait de ce projet de loi. Dans de nombreuses manifestations, l'unité syndicale dépassait largement le cadre des organisations qui avaient appelées.

Le gouvernement doit retirer son texte. Inutile de s'entêter plusieurs semaines comme pour la constitutionnalisation de la déchéance de nationalité et les mesures d'état d'urgence. Les recettes qu'il propose avec le Medef, sont toujours ringardes, cela fait plus de 30 ans en France comme en Europe que s'applique une baisse des droits des salariés, du coût du travail avec pour seules conséquences une montée du chômage et une augmentation des dividendes versés aux actionnaires (+25% en 2015).

Dans un contexte de hausse du chômage et d'explosion de la précarité, ce texte va favoriser le dumping social. Cela exacerberait encore plus la mise en concurrence entre des salariés, des entreprises sur un même territoire, une même branche. Elaborer un code du travail pour chaque entreprise, cela ne créera en aucun cas des emplois pérennes nécessaires à la relance économique et à l'investissement.

La jeunesse crie partout « **on vaut mieux que ça !** » avec elle, la CGT est disponible pour construire ce « **mieux** ».

Nous proposons un nouveau statut du travail salariés avec des droits attachés à la personne et transférables d'une entreprise à l'autre, avec une sécurité sociale professionnelle pour ne plus passer par la case « chômage » en cas de changement d'entreprises.

Nous proposons de travailler moins pour travailler mieux et travailler tous. Nous exigeons une autre répartition des richesses et l'augmentation des salaires et des pensions.

Avec l'ensemble des organisations syndicales à l'initiative de ce 31 mars, nous allons proposer de poursuivre et amplifier l'action, les grèves, les manifestations, notamment le **5 avril** en direction des parlementaires, le **samedi 9 avril** et après, jusqu'au retrait de ce projet de loi et pour l'obtention de nouveaux droits sociaux.

Montreuil, le 31 mars 2016

MOBILISATION

31 mars 2016

UL COURONNE

BOREALIS (ex GRANDE PAROISSE)
CHAPELLE DARBLAY
COOP NORMANDIE
EIFFAGE NORMANDIE
GREIF
KAEFER WANER
PETROPLUS
SAIPOL
SNAT FOURNAIRE
SPIE
TERRITORIAUX GD COURONNE
TERRITORIAUX Gd quevilly

UL DIEPPE

ALPINE RENAULT
AMCM USINAGE
ASSOCIATION FOYER DUQUESNE
CARREFOUR DIEPPE
CARREFOUR MARKET
CHEMINOTS DIEPPE
CPAM RED
DAKIN
DAVIGEL
DIRNO
ENERGIE DIEPPE
ENERGIE PALUEL
ENERGIE PENLY
FREMACH
GEVELOT DIEPPE
HOPITAL DIEPPE
HOPITAL GRUGNY
JC DECAUX
NESTLE
NIVIA
NORMIVAL
OPAD (MAISON DE RETRAITE)
PCI
PLASTINU
SCHNEIDER
SEALYNX
SPIC CONSTRUCTION
STUD
SYNDICAT MIXTE DU PORT DE DIEPPE
TATI
TERRITORIAUX ARQUE LA BATAILLE

SUITE UL DIEPPE

TERRITORIAUX DIEPPE
TOSHIBA
TRAITEUR ALI BABA
TTHA COMPAGNIE

UL DUCLAIR

CARREFOUR BARENTIN
FLEXI FRANCE
REVIMA
REVIMA APU

UL ELBEUF

AERAZUR
BASF AGRI
CARREFOUR MARKET
CARREFOUR TOURVILLE
HOPITAL ELBEUF
HYPERTAC
LECALLIER LERICHE
LECLERC ST PIERRE ELBEUF
LEROY MERLIN
MAC DO ST PIERRE LES ELBEUF
MANUDOR
RENAULT CLEON
RHENUS (ex WINCANTON)
TAE
TERRITORIAUX CAUDEBEC
TERRITORIAUX ELBEUF
TERRITORIAUX ST PIERRE LES ELBEUF

UL EU

ALBEA/REXAM
EHPAD LE TREPORT
EOLTB
HOPITAL DE EU
JENNIVER
INTERMARCHE EU
LES PRIVÉS D'EMPLOI
METRA
NEMERA
SGD MERS LES BAINS (ET ST QUENTIN)

SUITE UL EU

SSV
TERRITORIAUX LE TREPORT
VERRERIE BROSSE VERRERIE VIEUX ROUEN
VERRERIE LE COURVAL

UL FECAMP

ASSOCIATION CHOMEURS EXISTER
2H ENERGY
DELPEYRAT
DELPIERRE DELABLI
EPMS
HOPITAL
LES TRAITEURS DE PARIS
TERRITORIAUX FECAMP

UL GOURNAY

AUTOLIV GOURNAY
DANONE
GRISEL
MGI COUTIER
SIKA

UL HARFLEUR

AIRCELLE
CHEVRON
GIRPI
LAFARGE
OMNOVA
RENAULT SANDOUVILLE
SOGESTROL
TERRITORIAUX GAINNEVILLE
TERRITORIAUX GONFREVILLE
TERRITORIAUX HARFLEUR
TOTAL plateforme Normandie

UL LE HAVRE

AFPA FORMATION
AGIFEN
AMBIANCE DE FER
ARMEE DU SALUT
ASSOCIATION DE THIETREVILLE
CCI (PONTS)
CEACOM
CENTRALE THERMIQUE DU HAVRE
CHEMINOTS LE HAVRE

SUITE UL LE HAVRE

CIM
CMBD
CPAM
CRECHE ARC EN CIEL
DEBRIS
DOCKERS LE HAVRE
DRESSER
ENERGIE LE HAVRE
FONDATION DE DR GILBERT
FOURRE LAGADEC
GEFCO
GPMH
HOPITAL LE HAVRE
HPE
LA GALERNE
LES ATELIERS DE NORMANDIE
LES NIDS
LIGUE HAVRAISE
MAERKS
MARINS LE HAVRE
MISSION LOCALE
MONOPRIX
PENITENTIAIRES
SDV
SIDEL
SYNDICAT HAVRAIS ACTION SOCIALE
TERRITORIAUX LE HAVRE
UNIVERSITE LE HAVRE

UL LILLEBONNE

BENP TEREOS
ESCOLOG
EXXON MOBIL
EXXON MOBIL PJG
INTERPRO
LANXESS ELASTOMERE
PONTICELLI
SIMPLY MARKET
TERRITORIAUX BOLBEC
TERRITORIAUX LILLEBONNE

UL ROUEN

AFPA
AXA
CARRIER TRANSICOLD
CARSAT (ex Cram)NORMANDIE (ex CRAM)
CHANTECLER
CHU
CLINIQUE MATHILDE
CREA
DE RIJKE NORMANDIE
DOCKERS ROUEN
ENERGIE ROUEN
FINANCES PUBLIQUES
FNAC ROUEN
GPMR
IDEFHI
IDS
LEGRAND NORMANDIE
NOVACEL
PENITENTIAIRES
PERSONNEL ADMINISTRATIF UD
PEUGEOT
PRINTEMPS
RENAULT MT RIBOUDET
RSI HAUTE NORMANDIE
SAPN
SCHINDLER
SILPAC
TCAR
TERRITORIAUX CANTELEU
TERRITORIAUX ROUEN
TFN PROPRETE
THALES
UNIVERSITE DE ROUEN INSA (FERC SUP)
VINCI

UL SOTTEVILLE

AUTOLIV ST ETIENNE
CH DU ROUVRAY
D2T
EUROPAC
HOPITAL DU BOIS PETIT
KIMBERLY
MATMUT
NORMANDIE MANUTENTION
PERSONNEL ADMINISTRATIF UL SOTTEVILLE/ST ETIENNE/OISSEL
TERRITORIAUX OISSEL
TERRITORIAUX ST ETIENNE
VTNI

SYNDICATS DEPARTEMENTAUX

CAF 76
CONSEIL DEPARTEMENTAL
CONSEIL REGIONAL
DIRECCTE (ex DRETEFP)
DOUANES
DREAL
EDUC'ACTION
FAPT 76 (LA POSTE & ORANGE)
MACIF
POLE EMPLOI
SDIS
SNPTAS
CGT SPECTACLE

DDTM
DIA
EMCF
VEOLIA

Communiqué :

Contre les violences policières :

Rassemblement vendredi 1er avril à 17h

devant le palais de justice de Rouen

25 000 Manifestants étaient présents dans les rues de Rouen pour exiger le retrait de la loi Valls – El Khomri….

Pour seule réponse, les manifestants ont été reçus devant la préfecture par des forces de l'ordre qui ont fait un usage massif de gaz lacrymogènes empêchant l'arrivé de milliers de manifestants et l'organisation des prises de parole des organisations syndicales.

A la suite de la manifestation, la police a multiplié les provocations, les gestes de violences et au moins 7 manifestants ont été interpellés et placés en garde à vue.

Face à cette situation, les organisations syndicales CGT Solidaires FSU FO ont décidé d'appeler à un rassemblement demain à 17h devant le palais de justice de Rouen (M° Palais de justice).

cgt

COMMUNAUX
cgt

RETRAIT DU PROJ
HOLLANDE – VALLS –
Ni amendable – Ni

LOI TRAVAIL ETAT D'URGENCE
DECHEANCE DE NATIONALITE
ON VAUT MIEUX QUE
CGT

DOCKERS

LES PAVES DE
NAQUE !
DE LA LOI

cgt

Communiqué commun

CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL

jeudi 31 mars 2016

La puissante journée de grève et manifestations rassemblant plus d'un million de personnes dans 260 villes a démontré la détermination sans faille des étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es à obtenir Ie retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL réaffirment que dans un contexte de hausse du chômage, d'explosion de la précarité et de la pauvreté, ce texte va organiser une régression généralisée des droits, créer un dumping social entre les entreprises d'un même territoire et d'une même branche et aggraver les inégalités entre les salarié-es.

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, ce projet de loi travail ne créerait en aucun cas les emplois pérennes nécessaires à la relance et à l'investissement.

Le gouvernement doit entendre les milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es mobilisés massivement aujourd'hui dans la rue et dans les entreprises avec de nombreux appels à la grève. II doit entendre tous les citoyen-nes qui s'expriment, 70% de la population estime en effet, qu'il faut retirer le texte, qu'il n'est pas amendable, sa philosophie globale restant inchangée.

Les organisations syndicales signataires affirment une nouvelle fois que les pouvoirs publics doivent garantir le droit à manifester, à se réunir, à s'organiser, tout en assurant la sécurité des manifestant-es.

Elles confirment leur disponibilité pour rencontrer le gouvernement et faire des propositions de droits nouveaux en termes d'emploi, de salaires et pensions, de temps de travail, de protection sociale, de garanties collectives, de conditions de travail, de formation et de droits et libertés syndicales. Des propositions porteuses de progrès social et correspondant à la réalité du travail d'aujourd'hui et de demain.

D'ores et déjà, de nouvelles journées de mobilisation avec grèves et manifestations sont prévues et ce dès le 5 avril à l'initiative des organisations de jeunesse.
Les salarié-es se mobiliseront sous diverses formes, notamment avec l'interpellation des parlementaires.

Le 9 avril, elles appellent à la réussite d'une nouvelle grande journée d'action de grèves et de manifestations.

Si le gouvernement ne répond pas, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL resteront déterminées à poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir Ie retrait du projet de loi travail et à conquérir de nouveaux droits sociaux y compris par les manifestations et la grève interprofessionnelle. Elles décident de se revoir le 6 avril.

Montreuil, le 31 mars 2016